

Page 12 367 lire :

— à l'article 4, point 1. c) de l'art. 79, dans le texte français, 2^e ligne : « compas gyroscopique » au lieu de « copas gyroscopique ».

Page 12 370 lire :

— à l'article 14, § 3, point 4, alinéa 2, dans le texte néerlandais, première ligne : « de kapitein » au lieu de « te kapitein ».

— à l'article 15, point 3. a) (i) 2^e de l'art. 138, dans le texte français, 3^e ligne : « poisson » au lieu de « poison ».

Page 12 371 lire :

— à l'article 19 dans le texte français, 3^e ligne : « (500 c.v.t.) » au lieu de « (500 c.v.) ».

Page 12 372 lire :

— à l'article 20, § 5, g), dans le texte néerlandais, 1^{re} ligne : « goedgekeurde » au lieu de « goed ».

— à l'article 21, § 4, dans le texte français, dernière ligne : « royaux des 12 juin 1975, 20 juin 1977 et » au lieu de « royaux des 12 juin 1977 et ».

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 81 — 2023

16 JUILLET 1981. — Arrêté royal
portant réglementation du commerce
des plants de pommes de terre

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage;

Vu la directive du Conseil de la Communauté Economique Européenne, n° 66/403/C.E.E. du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des plants de pommes de terre, modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil n° 80/52/C.E.E. du 20 décembre 1979;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sens et en vue de l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Plants de base : les tubercules de pommes de terre :

a) qui ont été produits selon les règles de sélection variétale conservatrice en ce qui concerne la variété et l'état sanitaire;

b) qui sont prévus surtout pour la production de plants certifiés;

c) qui répondent aux conditions minimales prévues aux annexes I et II du présent arrêté pour les plants de base, et

d) pour lesquels il a été constaté lors d'un examen officiel que les conditions précitées ont été respectées.

2^o Plants certifiés : les tubercules de pommes de terre :

a) qui proviennent directement de plants de base ou de plants certifiés, ou de plants d'un stade antérieur aux plants de base qui, lors d'un examen officiel, ont répondu aux conditions prévues pour les plants de base;

b) qui sont prévus surtout pour une production autre que celle de plants de pommes de terre;

c) qui répondent aux conditions minimales prévues aux annexes I et II du présent arrêté pour les plants certifiés, et

d) pour lesquels il a été constaté, lors d'un examen officiel que les conditions précitées ont été respectées.

3^o Dispositions officielles : les dispositions qui sont prises :

a) par les stations relevant des Centres de Recherches agronomiques de l'Etat;

blad 12 367 lezen :

— in artikel 4, punt 1. c) in de Franse tekst, 2^e lijn : « compas gyroscopique » in plaats van « copas gyroscopique ».

blad 12 370 lezen :

— in artikel 14, § 3, punt 4, alinéa 2, eerste lijn in de Nederlandse tekst : « de kapitein » in plaats van « te kapitein ».

— in artikel 15, punt 3. a) (i) 2^e van art. 138, in de Franse tekst, 3^e lijn : « poisson » in plaats van « poison ».

Blad 12 371 lezen :

— in artikel 19 in de Franse tekst, 3^e lijn : « (500 c.v.t.) » in plaats van « (500 c.v.) ».

blad 12 372 lezen :

— in artikel 20, § 5, g), in de Nederlandse tekst, 1^o lijn : « goedgekeurde » in plaats van « goed ».

— in artikel 21, § 4, in de Franse tekst, laatste lijn : « royaux des 12 juin 1975, 20 juin 1977 et » in plaats van « royaux des 12 juin 1977 et ».

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 81 — 2023

16 JULI 1981. — Koninklijk besluit
houdende reglementering van de handel
in pootaardappelen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap, nr. 66/403/E.E.G., van 14 juni 1966 betreffende het in de handel brengen van pootaardappelen, laatstelijk gewijzigd bij de richtlijn van de Raad, nr. 80/52/E.E.G., van 20 december 1979;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Basispootgoed : aardappelknollen :

a) die zijn voortgebracht volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras en de gezondheidstoestand;

b) die vooral bestemd zijn voor voortbrenging van gecertificeerde pootaardappelen;

c) die voldoen aan de in de bijlagen I en II van dit besluit voor basispootgoed gestelde minimumvoorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat bovenbedoelde voorwaarden zijn vervuld.

2^o Gecertificeerd pootgoed : aardappelknollen :

a) die rechtstreeks afkomstig zijn van basispootgoed, van gecertificeerd pootgoed, of van pootgoed van een aan het basispootgoed voorafgaand stadium waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat het aan de voorwaarden voor basispootgoed voldoet;

b) die vooral bestemd zijn voor de voortbrenging van andere aardappelen dan pootaardappelen;

c) die voldoen aan de in bijlagen I en II van dit besluit voor gecertificeerd pootgoed gestelde minimumvoorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat bovenbedoelde voorwaarden zijn vervuld.

3^o Officiële maatregelen : maatregelen die genomen zijn :

a) door de stations die afhangen van de Rijkscentra voor Landbouwkundig Onderzoek;

b) par l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

Le Ministre de l'Agriculture peut, pour des activités auxiliaires et aux conditions qu'il détermine, autoriser les services officiels susmentionnés à se faire assister par d'autres personnes morales ou par des personnes physiques assermentées, à condition que ces personnes ne recueillent pas un profit particulier du résultat des dispositions qu'elles ont prises.

4° Commercialisation :

a) l'offre en vente, la vente, la cession à titre onéreux ou gratuit, l'importation et l'exportation;

b) le transport et la préparation de produits à l'une des fins susdites;

c) la détention de plants de pommes de terre par les importateurs, préparateurs ou vendeurs, dans leurs magasins, ateliers de préparation ou dépôts;

d) l'acquisition de produits par les importateurs, préparateurs ou vendeurs.

Art. 2. Le présent arrêté n'est pas applicable aux plants voyageant en transit ou destinés à l'exportation vers des Etats non membres de la Communauté économique européenne, pour autant que les envois soient accompagnés de documents justificatifs ou, si les produits se trouvent dans des ateliers de préparation, des magasins, des dépôts ou des entrepôts, qu'il soit placé auprès de ces produits un écriteau bien apparent portant l'indication « marchandise destinée à l'exportation vers des pays autres que ceux de la C.E.E. », et que le propriétaire ou le détenteur puisse, au moyen de documents probants, fournir la preuve de cette destination.

Art. 3. Il est interdit de commercialiser des plants de pommes de terre qui ne satisfont pas aux conditions suivantes :

1° Etre officiellement certifiés « plants de base » ou « plants certifiés » et répondre aux conditions minimales prévues aux annexes I et II du présent arrêté.

Toutefois, des plants qui ne répondraient plus, au cours de la commercialisation, aux conditions minimales prévues à l'annexe II, pourraient faire l'objet d'un tri sous contrôle officiel.

2° Appartenir à une variété figurant à la liste des variétés établie par le Ministre de l'Agriculture ou au Catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, établi en application de la directive 70/457/C.E.E., du 29 septembre 1970, du Conseil des Communautés européennes, concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles.

3° Etre calibrés au moyen de tamis à mailles carrées conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

4° Avoir un calibre minimal tel qu'ils ne puissent passer au travers d'un tamis à mailles carrées ayant 25 mm de côté entre les fils.

Art. 4. Au cours de l'examen des tubercules pour la certification, les échantillons sont prélevés officiellement et selon des méthodes appropriées.

Art. 5. L'écart maximum de calibre des tubercules d'un lot ne peut pas excéder 20 millimètres. Pour les plants de calibres supérieurs à 35 mm, les chiffres du calibre doivent être des multiples de cinq.

Un lot ne contient pas plus de 3 p.c. en poids de tubercules d'un calibre inférieur au calibre minimum, ni plus de 3 p.c. en poids de tubercules d'un calibre supérieur au calibre maximum indiqué.

Art. 6. Il est interdit de commercialiser des plants de pommes de terre qui ont été traités au moyen de produits inhibant la faculté de germination.

Art. 7. Par dérogation à l'article 3, 1°, les plants de base et les plants certifiés provenant des pays membres de la Communauté économique européenne ne sont soumis, sous réserve des autres dispositions de l'article 3 et de celles de l'article 6, à aucune restriction de commercialisation pour autant qu'ils aient été certifiés officiellement dans leur pays de provenance et que l'emballage ou le récipient ait été marqué et fermé officiellement ou sous contrôle officiel, conformément aux dispositions de la directive n° 66/403/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes, du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des plants de pommes de terre.

b) door de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten.

De Minister van Landbouw kan, voor hulpwerkzaamheden en onder de door hem vastgestelde voorwaarden, de hierboven genoemde officiële diensten machtigen zich te laten bijstaan door andere rechtspersonen of door beëdigde natuurlijke personen, mits deze personen geen bijzonder voordeel ontleenen aan het resultaat van de door hen genomen maatregelen.

4° In de handel brengen :

a) het te koop stellen, de verkoop, de overdracht onder bezwarende titel of om niet, de invoer en de uitvoer;

b) het vervoer en de bereiding van produkten voor een van hogervermelde doeleinden;

c) het in bezit houden van pootaardappelen door invoerders, bereiders of verkopers, in hun magazijnen, bereidings- of opslagplaatsen;

d) het aankopen van produkten door invoerders, bereiders of verkopers.

Art. 2. Dit besluit is niet van toepassing op pootgoed in doorvoer of bestemd voor uitvoer naar Staten die geen lid zijn van de Europese Economische Gemeenschap, voor zover de zendingen vergezeld zijn van bewijsstukken of, indien de produkten zich in bereidingsplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen en stapelhuizen bevinden, bij de produkten een duidelijk zichtbaar bordje is geplaatst met de vermelding « waren bestemd voor de uitvoer naar andere landen dan deze van de E.E.G. » en de eigenaar of houder ervan door middel van afdoende stukken het bewijs van deze bestemming kan leveren.

Art. 3. Het is verboden pootaardappelen in de handel te brengen die niet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° Officieel zijn goedgekeurd als basispootgoed of gecertificeerd pootgoed en voldoen aan de minimumvoorwaarden, gesteld in de bijlagen I en II van dit besluit.

In de handel gebracht pootgoed dat niet meer zou voldoen aan de in bijlage II gestelde minimumvoorwaarden mag nochtans onder officieel toezicht gesorteerd worden.

2° Behoren tot een ras dat voorkomt op de rassenlijst vastgesteld door de Minister van Landbouw of op de Gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen vastgesteld in toepassing van de richtlijn 70/457/E.E.G., van 29 september 1970, van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen.

3° Gekalibreerd zijn door middel van zeven met vierkante mazen overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van dit besluit.

4° Een zodanige minimumdoorsnee hebben dat zij niet door een zeef met vierkante openingen van 25 mm kunnen.

Art. 4. Bij het onderzoek van de knollen met het oog op de goedkeuring worden de monsters officieel en volgens passende methoden genomen.

Art. 5. Het maximumverschil in doorsnee tussen de knollen van een partij mag niet meer dan 20 mm bedragen. Voor de knollen van sorteringen die 35 mm overtreffen, moeten de cijfers van de sortering veelvoudig zijn van vijf.

Een partij mag niet meer dan drie gewichtspercenten aan knollen met een kleinere doorsnee dan de minimumdoorsnee bevatten en ook niet meer dan drie gewichtspercenten aan knollen met een grotere doorsnee dan de aangegeven maximumdoorsnee.

Art. 6. Het is verboden pootaardappelen in de handel te brengen, indien zij zijn behandeld met kiemremmende middelen.

Art. 7. In afwijking van artikel 3, 1°, zijn het basispootgoed en het gecertificeerd pootgoed, afkomstig uit de lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap, onder voorbehoud van de overige bepalingen van artikel 3 en van deze van artikel 6 aan geen enkele beperking van het in de handel brengen onderworpen voor zover zij in het producerend land officieel werden goedgekeurd en voor zover de verpakking of de bak officieel of onder officieel toezicht van een aanduiding werd voorzien en gesloten, overeenkomstig de bepalingen van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen nr. 66/403/E.E.G., van 14 juni 1966, betreffende het in de handel brengen van pootaardappelen.

Art. 8. Il est interdit de commercialiser des plants de pommes de terre, récoltés dans un pays non membre de la Communauté économique européenne, s'ils n'offrent pas les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen, leur identité, leur marquage, leur contrôle, et s'ils ne sont pas à cet égard équivalents aux plants de base ou aux plants certifiés récoltés à l'intérieur de la Communauté économique européenne.

Cette interdiction est applicable également à tout nouvel Etat membre de la Communauté économique européenne, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer aux dispositions de la directive n° 66/403/C.E.E.

Art. 9. § 1er. Le Ministre de l'Agriculture peut, après y être autorisé par la Commission des Communautés européennes, pour la commercialisation de plants de pommes de terre dans la totalité ou dans des parties du territoire belge, prendre des dispositions plus rigoureuses que celles prévues à l'annexe I contre des virus déterminés n'existant pas dans ces régions ou paraissant particulièrement nuisibles aux cultures dans ces mêmes régions. En cas de menace imminente d'introduction ou de propagation de tels virus, il peut prendre les dispositions dès le dépôt de sa demande jusqu'à la prise de position définitive de la Commission à ce sujet.

§ 2. Le Ministre de l'Agriculture peut interdire, totalement ou partiellement, la commercialisation de plants de pommes de terre récoltés dans un autre Etat membre de la Communauté économique européenne, si la descendance d'échantillons, officiellement prélevés sur des plants de base ou des plants certifiés, récoltés dans cet Etat membre et cultivés dans un ou plusieurs champs comparatifs communautaires, s'est sensiblement écartée, au cours de trois années successives, des conditions minimales prévues au point 1, sous c, au point 2, sous c et aux points 3 et 4 de l'annexe I. Avant de prendre ces mesures, il demande l'avis motivé du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers institué auprès de la Commission des Communautés européennes.

Les mesures prévues ci-dessus sont rapportées dès qu'il est établi avec suffisamment de certitude que les plants de base et les plants certifiés récoltés dans l'Etat membre en cause répondront à l'avenir aux conditions minimales.

§ 3. Le Ministre de l'Agriculture peut pour des raisons économiques fondées, en ce qui concerne la production indigène, fixer pour la certification des plants de base et des plants certifiés, des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses que celles prévues aux annexes I et II.

Art. 10. Les interdictions portées par les articles 3, 6, 8 et 9, § 1er et § 2, sont également applicables aux acquisitions de plants de pommes de terre, effectuées à des fins non commerciales par des personnes qui savent que les produits qu'ils acquièrent ne répondent pas aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 11. Des plants de base et des plants certifiés ne peuvent être commercialisés qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages ou récipients fermés, ceux-ci devant être fermés et munis, conformément aux dispositions des articles 12 et 13, d'un système de fermeture et d'un marquage. Les emballages doivent être neufs; les récipients doivent être propres.

Art. 12. § 1er. Les emballages et récipients de plants de base et de plants certifiés sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue à l'article 13, § 1er, ni l'emballage ni le récipient ne montrent de traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette susvisée soit l'apposition d'un scellé officiel. Toutefois, ces mesures ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable et admis comme tel par le Ministre de l'Agriculture.

§ 2. Il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas, il est également fait mention sur l'étiquette prévue à l'article 13, § 1er, de la dernière nouvelle fermeture, de sa date et du service qui l'a effectuée.

Art. 8. Het is verboden aardappelpootgoed, dat geoogst werd in een land dat geen lid is van de Europese Economische Gemeenschap, in de handel te brengen indien het niet dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede ten aanzien van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de identiteit, de aanduiding en de controle, en indien het in dit opzicht niet gelijkwaardig is aan basispootgoed of gecertificeerd pootgoed dat in de Europese Economische Gemeenschap is geoogst.

Dit verbod is eveneens van toepassing op iedere nieuwe lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking moet doen treden, ten einde te voldoen aan de bepalingen van de richtlijn nr. 66/403/E.E.G.

Art. 9. § 1. De Minister van Landbouw kan, na hiertoe gemachtigd te zijn door de Commissie van de Europese Gemeenschappen, voor het in de handel brengen van pootaardappelen in het gehele Belgische grondgebied of in gedeelten ervan, strengere maatregelen treffen dan die genoemd in bijlage I, tegen bepaalde virussen die in deze gebieden niet voorkomen of die voor de teelt in deze gebieden bijzonder nadelig kunnen zijn. Bij onmiddellijk gevaar van binnendringen of uitbreiding van dergelijke virussen kan hij vanaf het ogenblik waarop het verzoek werd gedaan tot het ogenblik waarop de Commissie hieromtrent definitief haar standpunt bepaalt, maatregelen treffen.

§ 2. De Minister van Landbouw kan het in de handel brengen van pootaardappelen die in een andere lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap zijn geoogst, geheel of gedeeltelijk verbieden, indien de nateelt van monsters die officieel zijn genomen uit in die lid-Staat geoogst basispootgoed of gecertificeerd pootgoed en die op één of meer communautaire vergelijkingsvelden zijn geteeld, in de loop van drie opeenvolgende jaren duidelijk is afgeweken van de in bijlage I, punt 1, sub c, punt 2, sub c, en de punten 3 en 4 opgesomde minimumvoorwaarden. Alvorens deze maatregelen te treffen vindt hij het gemotiveerd advies in van het Permanent Comité voor teeltmateriaal voor land-, tuin- en bosbouw, ingesteld bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

De hierboven bedoelde maatregelen worden opgeheven, zodra met voldoende zekerheid is vastgesteld dat het in de betrokken lid-Staat geoogste basispootgoed en gecertificeerd pootgoed voortaan aan de minimumvoorwaarden zullen voldoen.

§ 3. De Minister van Landbouw kan om gegronde economische redenen, wat de inlandse produktie betreft, voor de goedkeuring van basispootgoed en gecertificeerd pootgoed aanvullende of strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in de bijlagen I en II.

Art. 10. De verbodsbepalingen van de artikelen 3, 6, 8 en 9, § 1 en § 2, zijn eveneens van toepassing op de aankopen van pootaardappelen, verricht zonder handelsdoeleinden door personen die ervan op de hoogte zijn dat de produkten die zij aankopen niet beantwoorden aan de voorschriften van dit besluit.

Art. 11. Basispootgoed en gecertificeerd pootgoed mogen slechts in de handel worden gebracht in voldoende homogene partijen en in verpakkingen of bakken, die zijn gesloten en overeenkomstig de artikelen 12 en 13 voorzien van een sluitingssysteem en een aanduiding. De verpakkingen moeten nieuw zijn; de bakken moeten schoon zijn.

Art. 12. § 1 De verpakkingen en bakken van basispootgoed en gecertificeerd pootgoed zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikel 13, § 1, bedoelde officiële etiket, de verpakking of de bak sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet ten minste het vorengenoemd etiket in het sluitingssysteem zijn verwerkt ofwel moet op de sluiting een officieel zegel zijn aangebracht. Deze maatregelen zijn echter niet noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt en dat door de Minister van Landbouw als dusdanig is aanvaard.

§ 2. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in artikel 13, § 1 voorgeschreven etiket ook melding gemaakt van de laatste nieuwe sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft verricht.

§ 3. Le Ministre de l'Agriculture peut prévoir des dérogations au § 1er pour les petits emballages de plants certifiés.

Art. 13. § 1er. Les emballages et récipients de plants de base et de plants certifiés :

1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe III et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de la Communauté économique européenne.

La couleur de l'étiquette est blanche pour les plants de base et bleue pour les plants certifiés. Lorsque l'étiquette est pourvue d'un oeillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé.

2° contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette et reproduisant au moins les indications prévues à l'annexe III partie A points 3, 5 et 7 pour l'étiquette. La notice est constituée de façon qu'elle ne puisse être confondue avec l'étiquette officielle visée sous 1°. La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément à la subdivision 1°, une étiquette adhésive ou une étiquette d'un matériel indéchirable sont utilisées.

§ 2. Le Ministre de l'Agriculture peut prévoir des dérogations au § 1er pour les petits emballages de plants certifiés dans la mesure où ceux-ci portent la mention « commercialisation admise exclusivement en Belgique ».

Art. 14. Tout traitement chimique des plants de base ou des des plants certifiés est mentionné sur l'étiquette officielle ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci ou sur le récipient.

Art. 15. Le Ministre de l'Agriculture peut :

1° subdiviser les catégories des plants de pommes de terre prévues à l'article 1er du présent arrêté en classes répondant à des conditions différentes;

2° prévoir des dérogations aux dispositions du présent arrêté :

- a) pour des essais ou dans des buts scientifiques;
- b) pour des travaux de sélection.

Art. 16. En dérogation aux dispositions de l'article 3, 1°, des plants de sélection de générations antérieures aux plants de base, peuvent être commercialisés :

1° s'ils ont été contrôlés officiellement, par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification des plants de base,

2° s'ils se trouvent dans des emballages ou récipients conformes aux dispositions du présent arrêté, et

3° si ces emballages ou récipients sont pourvus d'une étiquette officielle portant au moins les indications suivantes :

- service de certification et Etat membre ou leur sigle;
- numéro d'identification du producteur ou numéro de référence du lot;
- mois et année de la fermeture;
- espèce;
- variété;
- mention « plants pré-base ».

L'étiquette est de couleur blanche et barrée en diagonale d'un trait violet.

Art. 17. Le Ministre de l'Agriculture peut, en outre, en raison de circonstances spéciales et notamment afin d'éliminer des difficultés passagères d'approvisionnement, admettre à la commercialisation, pour une période qu'il détermine, des plants de pommes de terre d'une catégorie soumise à des exigences réduites ou des plants appartenant à des variétés ne figurant ni au « Catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles » ni à la liste nationale des variétés. Dans ce cas, il fixe leurs caractéristiques, les modalités de l'examen officiel ainsi que du marquage officiel des emballages ou des récipients.

Art. 18. Les factures, contrats, catalogues, circulaires, prospectus, prix-courants, offres de vente et autres documents analogues doivent porter les indications prescrites à l'annexe III, partie A, points 2, 5, 6, 7 et 8.

§ 3. De Minister van Landbouw kan afwijkingen van § 1 voorzien voor kleine verpakkingen van gecertificeerd pootgoed.

Art. 13. § 1. De verpakkingen en bakken van basispootgoed en gecertificeerd pootgoed :

1° zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat beantwoordt aan de vereisten van bijlage III en waarvan de gegevens gesteld zijn in een van de officiële talen van de Europese Economische Gemeenschap.

De kleur van het etiket is wit voor basispootgoed en blauw voor gecertificeerd pootgoed. Indien het etiket van een oogje is voorzien, wordt voor de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt. Het gebruik van officiële gometiketten is toegestaan.

2° bevatten een officieel certificaat in de kleur van het etiket en met ten minste de in bijlage III, deel A, punten 3, 5 en 7, voor het etiket voorgeschreven gegevens. Het certificaat moet een zodanige vorm hebben dat het niet kan worden verward met een officieel etiket als bedoeld sub 1°. Het certificaat is niet vereist wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of wanneer overeenkomstig het bepaalde sub 1° een gometiket of een etiket van scheurvrij materiaal wordt gebruikt.

§ 2. De Minister van Landbouw kan voorzien in afwijkingen van § 1 voor kleine verpakkingen van gecertificeerd pootgoed, mits daarop de vermelding « Verhandeling uitsluitend toegestaan in België » voorkomt.

Art. 14. In geval van een chemische behandeling van het basispootgoed of van het gecertificeerd pootgoed, wordt hiervan op het officiële etiket alsmede op of in de verpakking of op de bak melding gemaakt.

Art. 15. De Minister van Landbouw kan :

1° de categorieën pootaardappelen, genoemd in artikel één van dit besluit, indelen in klassen, waarvoor verschillende eisen gelden;

2° afwijkingen van de bepalingen van dit besluit voorzien voor :

- a) experimenten of wetenschappelijke doeleinden;
- b) kweekdoeleinden.

Art. 16. In afwijking van de bepalingen van artikel 3, 1°, mag teeltmateriaal van generaties die aan het basispootgoed voorafgaan, in de handel worden gebracht :

1° indien het door een tot keuring bevoegde dienst volgens de voor de keuring van basispootgoed geldende voorschriften officieel is onderzocht,

2° indien het wordt aangeboden in verpakkingen of bakken die overeenstemmen met de bepalingen van dit besluit, en

3° indien deze verpakkingen of bakken zijn voorzien van een officieel etiket, waarop ten minste de volgende gegevens voorkomen :

- keuringsdienst en lid-Staat of hun desbetreffend kenteken,
- telnummer of partijnummer,
- maand en jaar van de sluiting,
- soort,
- ras,
- aanduiding « pre-basispootgoed ».

Het etiket is wit van kleur en heeft een diagonaal lopende paarse streep.

Art. 17. De Minister van Landbouw kan bovendien, wegens bijzondere omstandigheden en onder meer ten einde tijdelijke bevoorradingsmoelijkheden op te heffen, tijdens een door hem vast te stellen tijdvak aardappelpootgoed van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld of van rassen die noch in de « Gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen » noch in de nationale rassenlijst voorkomen, tot de handel toelaten. In dit geval bepaalt hij de eigenschappen van het pootgoed, de modaliteiten van het officieel onderzoek alsmede van de officiële aanduiding van de verpakkingen of bakken.

Art. 18. De facturen, contracten, catalogi, omzendbrieven, prospectussen, prijslijsten, offerten voor verkoop en andere gelijkaardige documenten moeten de vermeldingen dragen welke zijn voorgeschreven in bijlage III, deel A, nrs. 2, 5, 6, 7 en 8.

Toutefois, en dérogation à l'alinéa précédent, l'indication, sur les factures, du service de certification et de l'Etat membre de la C.E.E., n'est pas obligatoire.

Art. 19. Les préparateurs, importateurs et vendeurs doivent conserver la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans, à partir du 1er janvier de l'année qui suit leur date, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents chargés de contrôler l'application du présent arrêté.

Art. 20. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture la sylviculture et l'élevage.

Art. 21. L'arrêté royal du 8 décembre 1969 portant réglementation du commerce des plants de pommes de terre, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1976, est abrogé.

Art. 22. Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

A. LAVENS

Annexe I

Conditions minimales auxquelles doivent satisfaire les plants de pommes de terre

1. Les plants de base répondent aux conditions suivantes :
 - a) Lors de l'inspection officielle sur pied, le pourcentage en nombre de plantes atteintes de jambe noire ne dépasse pas 2;
 - b) Dans la descendance directe, le pourcentage en nombre de plantes non conformes à la variété ne dépasse pas 0,25 et celui de plantes de variétés étrangères ne dépasse pas 0,1;
 - c) Dans la descendance directe, le pourcentage en nombre de plantes présentant des symptômes de viroses graves ou légères ne dépasse pas 4.
2. Les plants certifiés répondent aux conditions suivantes :
 - a) Lors de l'inspection officielle sur pied, le pourcentage en nombre de plantes atteintes de jambe noire ne dépasse pas 4;
 - b) Dans la descendance directe, le pourcentage en nombre de plantes non conformes à la variété ne dépasse pas 0,5 et celui de plantes de variétés étrangères ne dépasse pas 0,2;
 - c) Dans la descendance directe, le pourcentage en nombre de plantes présentant des symptômes de viroses graves ne dépasse pas 10. Il n'est pas tenu compte des mosaïques légères, c'est-à-dire des simples décolorations sans déformations du feuillage.
3. Dans l'appréciation de la descendance d'une variété atteinte d'une virose chronique, il n'est pas tenu compte des symptômes légers causés par le virus considéré.
4. Les tolérances prévues au point 1, sous c, au point 2, sous c, et au point 3, ne sont applicables qu'aux viroses qui sont causés par des virus répandus en Europe.
5. Le champ de production n'est pas contaminé par *Heterodera rostochiensis* Woll.
6. La culture est exempte de :
 - a) *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc.,
 - b) *Corynebacterium sepedonicum* (Spieck et Kotth.) Skapt. et Burkh.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

A. LAVENS

Echter, in afwijking van het vorig lid, is de aanduiding, op de facturen, van de keuringsdienst en de lid-Staat van de E.E.G., niet verplicht.

Art. 19. De bereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoerdocumenten gedurende drie jaar vanaf 1 januari van het jaar dat op hun datum volgt bewaren ten einde ze zonder verplaatsing aan de beambten, belast met het toezicht over de toepassing van dit besluit, op dezes verzoek voor te leggen.

Art. 20. Overtreding van de bepalingen van dit besluit wordt opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt.

Art. 21. Het koninklijk besluit van 8 december 1969 houdende reglementering van de handel in pootaardappelen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1976, wordt opgeheven.

Art. 22. Onze Minister van Landbouw wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,

A. LAVENS

Bijlage I

Minimumvoorwaarden waaraan pootaardappelen moeten voldoen

1. Basispootgoed moet aan de volgende voorwaarden voldoen :
 - a) Het aantal planten dat door zwartbenigheid is aangetast, mag bij een officiële veldkeuring niet meer bedragen dan 2 pct.;
 - b) In de directe nateelt mag het aantal niet rasechte planten niet meer dan 0,25 pct. bedragen; niet meer dan 0,1 pct. daarvan mag van andere-rassen zijn;
 - c) In de directe nateelt mag het aantal planten met symptomen van zware of lichte virusziekten niet meer bedragen dan 4 pct.
2. Gecertificeerd pootgoed moet aan de volgende voorwaarden voldoen :
 - a) Het aantal planten dat door zwartbenigheid is aangetast, mag bij een officiële veldkeuring niet meer bedragen dan 4 pct.;
 - b) In de directe nateelt mag het aantal niet rasechte planten niet meer bedragen dan 0,5 pct.; niet meer dan 0,2 pct. daarvan mag van andere rassen zijn;
 - c) In de directe nateelt mag het aantal planten met symptomen van zware virusziekten niet meer bedragen dan 10 pct. Buiten beschouwing blijft lichte mozaïek, dat wil zeggen als slechts lichte verkleuringen zonder misvormingen van de bladeren te constateren zijn.
3. Bij de beoordeling van de nateelt van een ras dat chronisch door een virusziekte is aangetast, worden de door dit virus veroorzaakte lichte symptomen niet in aanmerking genomen.
4. De onder 1, sub c, 2, sub c, en 3 omschreven toleranties gelden slechts voor virusziekten die door virussen worden veroorzaakt die in Europa zijn verbreid.
5. Het vermeerderingsperceel is niet besmet met *Heterodera rostochiensis* Woll.
6. Het gewas is vrij van :
 - a) *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc.,
 - b) *Corynebacterium sepedonicum* (Spieck et Kotth.) Skapt. et Burkh.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,

A. LAVENS

Annexe II

Conditions minimales de qualité des lots
des plants de pommes de terre

A. Tolérances en ce qui concerne les impuretés, défauts et maladies suivants des plants de pommes de terre :

1. Présence de terre et de corps étrangers : 2 p.c. du poids.
2. Pourriture sèche et pourriture humide, dans la mesure où elles ne sont pas causées par les *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* ou *Pseudomonas solanacearum* ;
3. Défauts extérieurs (par exemple : tubercules difformes ou blessés) : 3 p.c. du poids,
4. Galle ommune : tubercules atteints sur une surface supérieure à un tiers : 5 p.c. du poids.

Tolérance totale pour les points 2 à 4 : 6 p.c. du poids.

B. Les plants de pommes de terre sont exempts de *Heterodera rostochiensis*, *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* et *Pseudomonas solanacearum*.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 juillet 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,

A. LAVENS

Annexe III

Etiquette

A. Indications proscrites :

1. « Règles et normes C.E.E. ».
2. Service de certification et Etat membre ou leur sigle.
3. Numéro d'identification du producteur ou numéro de référence du lot.
4. Mois et année de la fermeture.
5. Variété.
6. Pays de production.
7. Catégorie et classe éventuelle.
8. Calibre.
9. Poids net déclaré.

B. Dimensions minimales :
110 mm X 67 mm.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 juillet 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,

A. LAVENS

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

Cour du travail de Liège. — Démission

Par arrêté royal du 13 octobre 1981, qui produit ses effets le 24 septembre 1981, démission honorable de ses fonctions de conseiller social, au titre de travailleur indépendant, à la Cour du travail de Liège, est accordée à M. F. Damseaux, atteint par la limite d'âge.

L'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Bijlage II

Minimumvoorwaarden
inzake de kwaliteit van partijen pootaardappelen

A. Toleranties voor de volgende onzuiverheden, gebreken en ziekten van pootaardappelen :

1. Aanklevende grond en andere vreemde bestanddelen : 2 pct. van het gewicht.
2. Droog en nat rot, voor zover niet veroorzaakt door *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* of *Pseudomonas solanacearum* : 1 pct. van het gewicht.
3. Uitwendige gebreken (bv. misvormde of beschadigde knollen) : 3 pct. van het gewicht.
4. Aardappelschurft : knollen waarvan de oppervlakte voor meer dan één derde aangetast is : 5 pct. van het gewicht.

Totale tolerantie voor 2 tot en met 4 : 6 pct. van het gewicht.

B. Het pootgoed moet vrij zijn van *Heterodera rostochiensis*, *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* en *Pseudomonas solanacearum*.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,

A. LAVENS

Bijlage III

Etiket

A. Te vermelden gegevens :

1. « E.E.G.-systeem ».
2. Keuringsdienst en lid-Staat of desbetreffend kenteken.
3. Telernummer of partijnummer.

4. Maand en jaar van de sluiting.
5. Ras.
6. Teeltland.
7. Categorie en eventueel klasse.
8. Sortering.
9. Opgegeven nettogewicht.

B. Minimumafmetingen :
110 mm X 67 mm.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,

A. LAVENS

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

Arbeidshof te Luik. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 13 oktober 1981, dat uitwerking heeft met ingang van 24 september 1981, is aan de heer F. Damseaux, raadshoer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het Arbeidshof te Luik, eervol ontslag verleend wegens het bereiken van de leeftijdsgrens.

De betrokkene is ertoe gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.